

Pommevic. Invivo : les élus au chevet des salariés



Hier matin sur le site pommevicain d'Invivo, les élus de la CC2R sont venus soutenir les salariés.

Les salariés du site pommevicain du 1er groupe coopérativiste français, Invivo, qui bloquent leur usine depuis mardi, ont reçu, hier, le soutien des élus des Deux-Rives. En premier lieu, le président Jean-Michel Baylet rejoint par la parlementaire Sylvia Pinel, a confirmé son soutien aux revendications des 29 salariés.

« C'est dans les moments difficiles que l'on reconnaît ses amis » lançait ceint de son écharpe tricolore le maire Jean-Paul Delachoux entouré, hier matin, de ses 28 collègues de l'usine Invivo de Pommevic, en grève depuis mardi pour obtenir de meilleures conditions sociales à la fermeture annoncée du site. À leur côté sur le parking de la coopérative, pas moins de neuf maires de la communauté de communes des Deux-Rives ainsi que son président, Jean-Michel Baylet et la parlementaire Sylvia Pinel assuraient de leur soutien l'ensemble des salariés. « Ce qui se passe ici est scandaleux, déclarait le président Baylet. On ne peut accepter de voir une usine comme celle de Pommevic bradée ainsi par le premier groupe coopérativiste français. » Et le maire de Pommevic de le relayer : « les propositions sociales qui nous sont faites aujourd'hui ne sont pas à la hauteur d'un groupe du poids d'Invivo (12 mois de salaires sans aucune indemnité supra légale pour plus de 30 ans d'ancienneté.) Si l'on doit perdre notre emploi, il faut que cela se fasse dans des conditions dignes. » Et si durant toute la semaine, la direction du groupe n'a pas donné signe de vie depuis que les salariés paralysent l'usine, les délégués du personnel Bernard Dutour et Alain Ricard nous confirmaient qu'une réunion informelle devait avoir lieu, demain, « en terrain neutre, à Niort. »

UN CREVE-CŒUR

En attendant la clôture du site d'ici juillet, l'arrêt définitif de l'usine était lourd à porter pour les anciens salariés de l'usine Duquesne-Purina venus, hier, en nombre apporter leur soutien. « Cette fermeture annoncée, cela nous arrache le cœur, c'est plus de quarante ans de notre vie qui va disparaître en poussière » clamait les larmes aux yeux Michel Potier, 71 ans, avec

ses anciens collègues Emmanuel Porte et Angelo Petitjean. Une décision qui a eu d'autant plus d'écho dans le secteur que l'usine qui fabrique et vend des aliments pour le bétail, a fêté, il y a à peine un an, le demi-siècle de sa création en obtenant que la route qui y mène porte le nom de Jean Duquesne (le fondateur de l'usine). « On ne peut pas croire qu'à cette époque, la direction n'avait pas déjà pris sa décision de supprimer l'usine de Pommevic, confirmait avec un relent amer Bernard Dutour. Depuis le rachat par Invivo, rien n'a été fait pour maintenir notre activité. » Ce qui faisait dire à l'ancien responsable des achats, Michel Potier, mémoire vivante de l'usine : « C'est navrant de voir comment ce site qui débitait jusqu'à 650 t. d'aliments par jour, a été sacrifié en le privant d'un outil moderne, faute d'investissements du groupe. » Le mot de la fin revenait à Simone Delachoux qui exprimait son désarroi : « Pour Pommevic, la fermeture de l'usine, c'est comme si on nous supprimait l'école du village. »

5,1 milliards d'€ de chiffre d'affaires

Invivo est une entreprise prospère. En effet, la société aujourd'hui 1er groupe coopérativiste de France qui possède notamment Qualisol et Gamm vert a généré 5,1 milliards d'€ de chiffres d'affaires et 27,6 millions d'€ de résultat net (2 009). Au titre des organisations coopérativistes, le groupe bénéficie donc d'une fiscalité très avantageuse, l'exonérant de l'impôt sur les sociétés.